

# Des responsables engagés et mobilisés

---

Dans le prolongement d'une tribune et d'une pétition interfédérations, l'AD-PA et la Fnaqpa lançaient mi-juin une grande campagne de sensibilisation des décideurs publics et du grand public en régions (courriers aux Présidents des Départements et conférences de presse en régions).

Les directeurs exposent ici leurs réalités et leurs impressions à l'aune du PLFSS et des retours des Départements.

Les responsables d'établissements et de services à domicile en appellent à une société plus juste qui traite dignement ses anciens et à un plan d'urgence pour le grand âge en formulant des propositions concrètes. Ils sont soutenus en ce sens par l'association Avec qui regroupe des citoyens de toute la France sensibles au respect des droits des personnes âgées vulnérables.

À ce stade, l'État fait un premier pas qu'AD-PA et Fnaqpa souhaitent voir prolongé.



Didier Sapy,  
directeur  
de la Fnaqpa  
(Fédération  
nationale avenir et  
qualité de vie des  
personnes âgées)



Marie-Pascale  
Mongaux-Masse,  
administratrice  
de l'AD-PA



**Avec le soutien de l'association Avec**



Isabelle Hartvig,  
vice-présidente  
d'Avec  
(Association  
Vieillir en Citoyen)



Patrick Couratin,  
président d'Avec  
(Association  
Vieillir en Citoyen)



« **T**out a été écrit, maintenant il faut agir », martèle Didier Sapy, directeur de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) pour justifier la tribune signée par un collectif d'associations, d'unions et de fédérations intervenant sur le grand âge. « Avec une tribune et des conférences de presse, nous voulons alerter et sensibiliser le grand public sur l'urgence de la situation. Dans un secteur où tout a été écrit et dit, nous ne sommes plus au temps de la réflexion mais de l'action. Il y a urgence à intervenir sur ce secteur car rien de structurel n'a été fait depuis vingt ans. »

La tribune (signée par plusieurs milliers de personnes sur la plateforme Change) et la saisine des Présidents des Conseils départementaux par l'AD-PA et la Fnaqpa veulent aussi inviter le nouveau Ministre des Solidarités, Jean-Christophe Combe, à prendre le sujet en main. Parmi les soixante politiques prioritaires du gouvernement présentées fin août par le Président de la République et la Première Ministre, seul un paragraphe aborde la question du « Bien vieillir », bien loin d'une loi sur le grand âge, regrette Patrick Couratin, retraité et nouveau président d'Avec depuis l'assemblée générale de juin. L'Association Vieillir en Citoyen (Avec), qui compte quelques centaines d'adhé-

« Tout le monde mérite le respect. Même les personnes âgées ! Il faut arrêter de dire à tout le monde de rester jeune. Nous avons plus d'expérience, il ne faut pas nous mettre à l'écart. Nous avons notre place, même en politique ! »

Citoyennage Île-de-France<sup>1</sup>

1. Les citations sont extraites de la synthèse du 25<sup>e</sup> colloque Citoyennage d'Île-de-France (5-7 juillet 2022, à la Ferme de Courcimont, 41).

rents, regroupe tout citoyen qui veut défendre la citoyenneté dans le vieillissement. « L'annonce sur la société du bien vieillir ne contient que des vieilles notions anciennes, des recettes qui nous ont déjà été servies. Par exemple, moderniser les établissements. Nous défendons que les citoyens ne veulent plus de ce modèle. Les citoyens entrent dans ce type de structures contraints et forcés. Les pouvoirs publics veulent sécuriser et médicaliser les établissements, or ce n'est pas ce qu'attend la population. L'affaire Orpea a aussi mis en lumière indirectement le manque de moyens dans certains secteurs de gestion d'établissements. Les promesses n'ont pas été tenues, les budgets ont été légèrement augmentés mais proportionnellement ►►►

►►► *au nombre de gens accompagnés. C'est logique, plus on s'occupe de gens, plus le budget augmente, mais là sans renfort, nous sommes revenus à des niveaux d'accompagnements que nous avions dans les années 1970-1980.»*

### Un secteur épuisé

Ce manque de moyens supplémentaires face à l'augmentation des personnes âgées qui ont besoin d'être soutenues fait l'unanimité parmi les organismes signataires. Le fait que beaucoup d'unions, de fédérations et d'associations s'unissent pour parler d'une seule voix devrait alerter l'opinion publique sur l'urgence à agir ! *«Nous sommes dans une telle situation que même si les structures (services à domicile et établissements) ont des approches différentes, nous sommes tous d'accord sur le fond, témoigne Marie-Pascale Mongaux-Masse, administratrice de l'AD-PA. Nous avons traversé les dernières crises en montrant notre capacité de résilience et d'adaptation, mais là le secteur est épuisé. Et en face, nous ne sentons pas de vraie réponse. Nous avons besoin d'une grande loi qui porte une vision générale avec une projection sur plusieurs années afin qu'on respecte les anciens. C'est indispensable avec cette révolution démographique qui arrive.»*

De 6 millions aujourd'hui, le nombre de personnes de plus de 75 ans va presque doubler d'ici vingt ans. Selon les estimations de l'Insee, 1,2 millions de personnes seront en situation de vulnérabilité en 2040 contre 800 000 actuellement, en supposant une stabilité de la durée de vie moyenne dans un état vulnérable.

Marie-Pascale Mongaux-Masse, directrice du Village des Aubépins à Maromme (Seine-Maritime), dresse une liste de constats accablants : *«Nous avons des difficultés à recruter, les dépenses courantes augmentent, la loi Egalim nous*



Les photos ont été prises lors du 5<sup>e</sup> colloque Citoyennage d'Île-de-France (5-7 juillet 2022).

*impose plus de produits durables et issus de l'agriculture biologique. Et tout cela sans compensation, avec des taux directeurs imposés et une augmentation des prix de journée. Par exemple, le Ségur a permis d'augmenter le salaire du personnel de 183 euros, c'est une très bonne nouvelle. Je le prévois dans mon budget, or je n'ai pas reçu l'intégralité des soutiens financiers de l'ARS car l'enveloppe globale était sous-dotée. L'ARS a dû répartir l'argent entre les établissements. Mon budget a donc un déficit annuel de 170 000 euros que je vais devoir combler. Des améliorations sont proposées comme cette hausse de salaire, mais si les annonces ne sont pas suivies d'effets, il faut bien trouver l'argent ailleurs.»*

Le Ségur a été un coup de pouce concernant les salaires des soignants également apprécié par Didier Sapy mais il n'a pas permis d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées directement.

### Le vieillissement, encore un sujet tabou ?

Selon le rapport de Dominique Libault, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, rendu en 2019 au gouvernement, il faudrait neuf milliards d'euros d'ici 2030 pour financer les besoins des personnes âgées. Face au silence des politiques concernant une éventuelle loi sur le grand âge, les professionnels du secteur et le grand public peuvent s'interroger sur ce qui coince.

**«Le contact humain et les échanges sont essentiels dans une époque troublée comme la nôtre. [...] Aller vers l'autre ne va pas de soi. Cela nécessite d'aller au-delà de ses peurs, des craintes d'être jugé, de ses difficultés éventuelles d'expression. Il faut assumer et accepter les différences et les fragilités.»**

Citoyennage Île-de-France<sup>1</sup>

«Dans nos établissements [le dialogue] peut être développé à travers différentes instances. Les Conseils de la vie sociale, les Conseils des résidents ou les autres comités, le dialogue direct avec les responsables... favorisent la liberté d'expression et la démocratie participative. Citoyennage peut contribuer à améliorer l'accompagnement dans notre pays à travers ses contacts avec l'État et les élus. C'est ainsi, tous ensemble, qu'on peut construire les conditions d'une vie quotidienne de qualité.»

Citoyennage Île-de-France<sup>1</sup>

Pour Isabelle Hartvig, 84 ans, vice-présidente d'Avec, les freins sont d'abord économiques. «Bien sûr que Bercy bloque, reconnaît-elle. Mais les choix politiques trahissent ceux d'une société et, clairement, on voit que la solidarité n'est pas une priorité. Or elle est consubstantielle à la démocratie en tant que principe d'égalité. Nous tenons aux deux.» Didier Sapy approuve cette analyse. «L'argent découle d'une volonté politique qui, elle-même, ruisselle d'un engagement des Français pour un sujet politique. Oui, la société française a du mal à affronter la question du vieillissement de manière volontariste et ambitieuse.»

Et Isabelle Hartvig de se demander pourquoi la société civile accepte si facilement cette situation ? «Pourquoi ne pèse-t-elle pas de tout son poids pour exiger des pouvoirs publics une politique du grand âge ambitieuse et des financements, comme il en existe ailleurs, en Scandinavie par exemple ?» Derrière ce désintérêt, n'y aurait-il pas une forme d'âgisme, au même titre que le racisme et le sexisme : une discrimination envers les personnes âgées. «Tout le monde se croit préservé de faire de l'âgisme mais quand on oublie d'inviter la grand-mère aux 18 ans du petit-fils ou qu'on utilise du vocabulaire humiliant, c'est ce qu'on fait» témoigne Isabelle Hartvig.

Pour Patrick Couratin, président d'Avec, ce ne sont pas tant les personnes âgées qui effraient, mais surtout celles qui sont dépendantes. «On apprécie de voir des centaines faire le tour du monde avec leur camping-car. Ce qu'on ne veut pas voir ce sont ceux qui ont besoin

d'un accompagnement car fragilisés. On préfère miser sur la prévention. Et c'est tant mieux car les gens se soignent mieux, mangent mieux, ont des appareils pour mieux entendre, vivent mieux... Mais ces personnes très âgées et très fragiles, la société française a plus de mal à les voir et préfère qu'elles restent enfermées.»

Le fait que l'accompagnement du grand âge soit une profession très féminine joue aussi un rôle dans le peu de considération et de valorisation de ces métiers, avance Isabelle Hartvig. «Le recul du religieux et la quête de la performance sont venus aussi dégrader l'image et le respect des anciens au profit de la jeunesse», ajoute celle qui aime rappeler la devise d'Avec : «Pour que vieillir en France devienne une valeur d'exemple et d'enrichissement pour toute notre société.»

Pourtant, quand une famille se retrouve confrontée au problème du grand âge, certains membres se saisissent du sujet. «Nous arrivons à mobiliser des proches, reconnaît Marie-Pascale Mongaux-Masse. Au fur et à mesure, ils prennent conscience des enjeux. Mais la durée moyenne d'un séjour se situant entre deux et trois ans, une fois le parent décédé, la famille est moins mobilisée ; et souvent épuisée, elle préfère se retirer. Ce qui est fort dommage car il faut du temps pour comprendre ce milieu. C'est une fragilité pour notre secteur, en comparaison avec le handicap où ▶▶

## «Ces personnes très âgées et très fragiles, la société française (...) préfère qu'elles restent enfermées»

Patrick Couratin, président d'Avec



►► les parents sont toujours présents. Hélas, ce sujet ne peut pas être porté que par les professionnels.»

### Les personnes âgées, des humains avant tout

Que faut-il faire ? «Affronter la réalité du vieillissement de la population collectivement, avec courage, insiste Isabelle Hartvig, déterminée. Il faut exiger de nos gouvernements, par tous les moyens, une prise en compte, en urgence.»

Pour Patrick Couratin, il faudrait faire de l'accompagnement humain, pas que du technique et du médical. «Nous pensons que la médicalisation n'est pas la réponse. L'État nous dit qu'ils veulent embaucher cinquante mille aides-soignants et infirmières supplémentaires mais ils n'existent pas sur le marché du travail. Nous répondons que nous voulons de l'accompagnement social, de la relation humaine, de la présence... Les personnes âgées sont des humains avant d'être des objets de soin. Dans le secteur du handicap, le ratio entre le personnel et le patient est de 1 pour 1. Pour les personnes âgées ayant une plus grande fragilité, on est au mieux à un ratio de 0,6 pour 1.»

Didier Sapy enfonce le clou : «Au lieu d'avoir des services médico-centrés, il faudrait partir des besoins et attentes de chacun. Aujourd'hui, le secteur est abordé en silo et non dans une politique générale volontaire.» Un avis que partage Marie-Pascale Mongaux-Masse, administratrice de l'AD-PA. «Une personne âgée a des besoins sociaux, affectifs, psychiques. Nous l'avons bien vu pendant la crise sanitaire : la suppression des liens affectifs a provoqué un repli sur soi et une perte de capacité physique. En élargissant le spectre des métiers, on pourrait agir au-delà des questions médicales. Des psychologues, éducateurs, animateurs, ergothérapeutes... permettraient de prendre soin des personnes âgées autrement.»

Les Français ont-ils saisi que le vieillissement n'est pas une charge pour la société mais une dette qu'on a à l'égard de nos anciens ?, interpelle Didier Sapy. «Les politiques doivent le comprendre et notre secteur est prometteur économiquement, par exemple pour créer des emplois.»

Didier Sapy déplore qu'aucune décision d'ordre structurel n'ait été prise ces dernières

►►►

«Le personnel qui nous accompagne n'est malheureusement pas en nombre suffisant. Partout, les professionnels se trouvent confrontés à des problèmes d'organisation et de planning que nous subissons. Il est urgent que l'État se montre lui-même bienveillant en octroyant des budgets à la hauteur de nos besoins. Il se devrait de veiller à l'égalité dans l'accès aux soins et aux moyens qui leur correspondent. Nous sommes prêts à venir réclamer le respect des devoirs du gouvernement dans la rue s'il le faut.»

Citoyennage Île-de-France'





plateforme  
de régulation des  
transports  
médico-sociaux

[WWW.SIRUSPS.COM](http://WWW.SIRUSPS.COM)

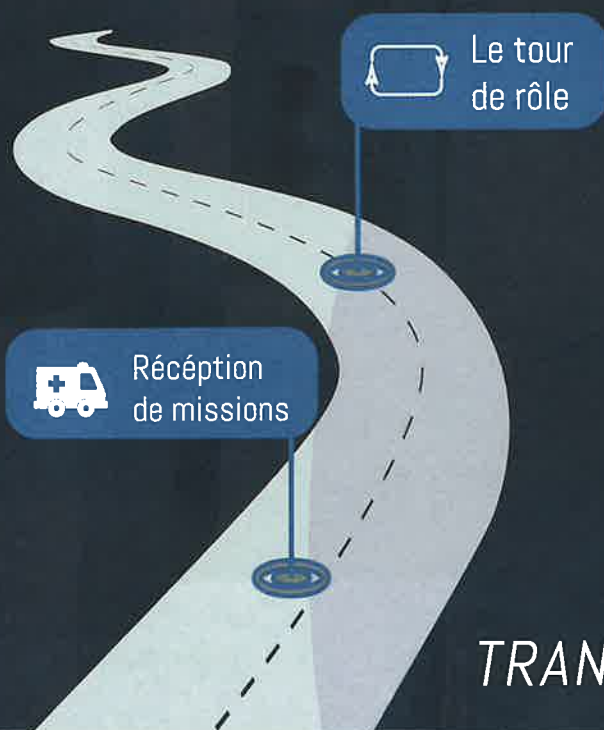
[contact@sirus-psante.online](mailto:contact@sirus-psante.online)

01 30 13 20 99

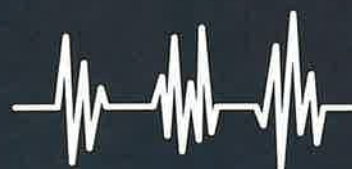
commandes de transports

pour vos résidents

auprès des ambulanciers - VSL - taxis



S P S



TRANSPARENCE ÉQUITÉ TRAÇABILITÉ



**«Malgré notre âge et nos misères, nous pouvons encore, s'il le faut, venir manifester devant les ministères»**

►► années. «Depuis le Plan Solidarité Grand Âge en 2008 et le Plan Alzheimer de 2008-2012, rien n'a été fait. Pourtant, les rapports le disent, comme celui de la CNSA, il faut interroger l'approche domiciliaire : les citoyens préfèrent rester chez eux. Il paraît évident qu'il faut transformer les établissements en structures domiciliaires.»

Marie-Pascale Mongaux-Masse, administratrice de l'AD-PA, se réjouit d'entendre le Ministre des Solidarités parler d'une société du bien vieillir. «C'est le sens de la plateforme des directeurs et directrices d'établissements de prendre en compte la transformation et l'évolution démographique et d'améliorer la prise en compte des personnes âgées en défendant une vision. Celle que les politiques ont est souvent tronquée car elle ne tient pas compte de l'avis des âgés. Il faut les écouter. Ils vont nous dire qu'ils préfèrent prendre des risques de croiser le virus plutôt que de renoncer à voir leurs familles, ils vont nous dire qu'ils préfèrent prendre le risque de faire une fausse route mais continuer à manger des vrais et bons aliments pas une bouillie de nourriture. Ils peuvent devenir acteurs de leur accompagnement, à condition de les mettre au cœur des politiques, qu'ils soient représentés dans les structures de décision.»

Et la directrice raconte que, dans les périodes de découragement ou de lassitude, elle va passer une journée avec les résidents de l'établissement qu'elle dirige. «En les écoutant, je retrouve le

«Les attitudes surprotectrices nous infantilisent. Nous nous sentons alors inutiles, privés de notre pouvoir de décision. Nous découvrons même parfois que nos proches sont informés avant nous de nos rendez-vous, activités ou sorties. Nous ne souhaitons pas que l'on agisse en notre nom, qu'il s'agisse de nos familles ou des professionnels ! [...] Nous avons besoin au contraire d'être aidés pour rester libres»

Citoyennage Île-de-France<sup>1</sup>



*sens de mon travail et la motivation qui va avec, je sais pourquoi je suis là et pour qui.»*

### Manifester en fauteuil roulant ?

De son côté, Didier Sapy attend que le gouvernement passe à l'action avec une loi de programmation pluriannuelle qui poserait une politique générale. «Ainsi, les financements et les discussions reviendraient chaque année au parlement. Un plan d'action pluriannuel serait aussi possible mais sans le débat public, ce qui serait dommage.» Et si le gouvernement ne veut pas en faire une priorité ? Isabelle Hartvig en a déjà discuté avec les autres membres de Citoyennage. «Avec nos cannes, nos prothèses et nos fauteuils roulants, malgré notre âge et nos misères, nous pouvons encore, s'il le faut, venir manifester devant les ministères pour obtenir ces moyens. Avant cette issue, il est toujours possible d'envoyer des lettres, d'écrire des pétitions. Je saisis cet article pour dire ma révolte et ma colère. Toute la société doit s'emparer du sujet pour protéger ses petits "trésors" que nous serons tous demain.» Ou un autre jour. ■

Laure Salamon



Pour signer la pétition  
[www.change.org/p/s-engager-pour-une-société-de-tous-les-âges](http://www.change.org/p/s-engager-pour-une-société-de-tous-les-âges)

«Développons une créativité collective, proposons plusieurs pistes et actions concrètes à mettre en place dès que possible :  
– faire des clips “positive attitude” pour créer du lien et prendre le contrepied des images des médias et lutter contre l'âgisme  
– rendre accessible les nouvelles technologies en nous proposant des formations adaptées»

Citoyennage Île-de-France<sup>1</sup>

### Un premier pas qui en appelle d'autres

L'AD-PA et la Fnaqpa ont conjointement salué le premier pas engagé par l'État suite à leur mobilisation : le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2023 présente des avancées intéressantes – même si très insuffisantes –, comme la compensation d'une partie de l'inflation et la mise en place d'un bouclier tarifaire sur l'énergie pour les établissements. Les deux organisations ont appelé à une compensation à l'euro près, et réclamé des précisions sur le financement de ces mesures. De concert, elles ont pointé l'insuffisance des trois mille postes qui seront créés dans les établissements en 2023 – quand Emmanuel Macron en avait promis cinquante mille sur ce deuxième quinquennat. AD-PA et Fnaqpa participeront au Conseil national de la refondation (CNR), avec des réserves cependant car le temps ne devrait plus être aux discussions mais à une action ambitieuse : la situation du secteur étant déjà bien connue.